

Les "nouveaux" ministres ont lancé le débat sur les risques d'un Brexit sans accord.

Des sorties vues comme une stratégie de la Première ministre pour mettre la pression sur ses adversaires.

■ Mais les risques de certaines pénuries sont réels.

## Londres prépare-t-il des stocks pour faire face à un départ sans accord de l'UE ?

Tristan de Bourbon  
Correspondant à Londres

**T**out le gouvernement travaille pour s'assurer que le secteur de la santé et l'industrie sont prêts, que la santé des gens sera protégée au cas où le Brexit a lieu sans qu'aucun accord ait été signé entre le Royaume-Uni et l'Union européenne." Pour sa première intervention devant un comité parlementaire en tant que ministre de la Santé, Matt Hancock a fait parler de lui. Au lieu de s'arrêter à ces généralités, il a en effet précisé l'action gouvernementale: "Cela inclut la chaîne d'approvisionnement médicale, les vaccins, les machines médicales, les produits cliniques, les produits sanguins. Et j'ai demandé au ministère de travailler sur la possibilité que l'industrie remplisse ses stocks." Quelques heures

plus tard, Dominic Raab, l'autre nouveau venu du Conseil des ministres (il a remplacé le démissionnaire David Davis), a raconté: "Nous cherchons à nous assurer que l'approvisionnement en nourriture sera adéquat" en cas de Brexit sans accord. Il a en revanche nié que "le gouvernement soit en train de constituer des stocks: l'idée que nous n'importons notre nourriture que d'un seul continent n'est pas exacte".

L'importation de produits, quelle que soit leur provenance, pourrait cependant poser problème, comme l'avait rappelé avant lui Matt Hancock: "J'espère que dans le scénario d'une sortie sans accord, les mouvements (des camions transportant des marchandises, Ndlr) à travers les ports seront fluides et constants."

### Sortie calculée

Le gouvernement serait-il en train de s'in-

quiéter des problèmes liés à la posture du chef de gouvernement Theresa May: "Aucun accord vaut mieux qu'un mauvais accord", slogan clamé dès sa nomination au poste de Première ministre il y a deux ans? Pas vraiment. Ces deux annonces coup sur coup sont tout à fait calculées. Par la voix de deux de ses représentants, la responsable conservatrice veut en effet placer les partisans d'un Brexit radical devant leurs responsabilités et obtenir ainsi le soutien de la population pour sa vision d'un Brexit plus modéré. Elle prévient également l'Union européenne que le Royaume-Uni sera prêt à sortir de l'organisation sans accord et ne pourra donc pas être forcé à accepter l'inacceptable. Elle avait dévoilé à demi-mot cette

stratégie dans le communiqué publié à l'issue du Conseil des ministres organisé le 6 juillet à Chequers, sa résidence de campagne officielle, lors duquel elle avait officialisé sa ligne de conduite vis-à-vis de l'UE. "Nous avons conclu qu'il était responsable de continuer les préparations pour une gamme de résultats potentiels de nos négociations, notamment la possibilité d'un non-accord. Etant donné la courte période avant la conclusion nécessaire des négociations cet automne, nous avons conclu que les préparations devraient être accélérées."

Dominic Raab a depuis confirmé que le gouvernement communiquera encore plus pendant cet été sur ses plans en cas de non-accord. La réaction du monde politique confirme cette action très politique. Si l'opposition s'est pressée de mettre en avant "le chaos" des autorités, les réactions les plus négatives aux annonces de Matt Hancock et Dominic Raab sont venues des Brexiters radicaux. "Je n'ai jamais entendu parler de mise en place de stocks de nourriture, s'est agacé le secrétaire d'Etat au Brexit Martin Callanan. Cette histoire destinée à faire peur est particulièrement ridicule. Il existe de nombreux pays en dehors de l'UE qui arrivent à nourrir leurs citoyens de manière parfaitement satisfaisante sans le bénéfice du processus de l'UE."

### Souci réel

Les préparatifs gouvernementaux seraient-ils donc injustifiés? Pas vraiment. Le député Dominic Grieve estime qu'une sortie sans accord placerait le pays "en état d'urgence". Ce n'est guère surprenant de la part du plus éminent promoteur du maintien d'un lien proche avec l'Union européenne au sein du parti conservateur. Mais ses propos ont été confirmés par le directeur exécutif du service public John Manzoni. Celui-ci s'est déclaré inquiet de ce scénario "presque inimaginable". Notamment à cause de l'approvisionnement de médicaments et de nourriture, mais aussi de l'impossibilité pour les avions britanniques de survoler des pays tiers sans accords bilatéraux.

Enfin, l'un des anciens secrétaires d'Etat au commerce Mark Price a estimé que "le secteur où nous sommes le plus vulnérable est les fruits et légumes. Nous ne produisons que 25% de ceux que nous mangeons: 30% des fruits et 80% des légumes viennent d'Europe". Une broutille! Cela n'empêchera en effet pas les Britanniques de continuer à dévorer leurs traditionnels fish and chips!